



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1995/17/Add.2
26 juillet 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/CHINOIS/
ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-septième session
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET LES DROITS DE L'HOMME DES DETENUS

Rapport du Secrétaire général établi en application
de la résolution 1994/33 de la Sous-Commission

Additif

Le présent document contient les renseignements communiqués par les
Gouvernements de la Chine, de Malte, du Mexique, de l'Uruguay et de la
Yougoslavie qui ont été reçus après l'établissement des documents
E/CN.4/Sub.2/1995/17 et Add.1.

Chine

[5 mai 1995]

[Original : chinois]

A.

1. La Chine considère que les personnes dont les droits et les libertés fondamentales sont violés ont droit à réparation conformément à la loi. Les instruments internationaux en matière de droits de l'homme fournissent sur la question de l'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme, un grand nombre d'indications se rapportant à la promotion et à la protection des droits de l'homme et à la coopération internationale en matière de droits de l'homme. Les pays concernés devraient s'attacher à développer leurs travaux et à élaborer des lois et des réglementations sur la question de l'indemnisation. Comme nous vivons dans un monde varié avec des pays et des régions ayant des systèmes politiques, des niveaux de développement, une histoire et un patrimoine culturel différents, il est naturel qu'il y ait également des divergences dans la manière de concevoir et d'aborder la question de la promotion des droits de l'homme. Tout en soulignant l'universalité des droits de l'homme, par conséquent, on ne doit pas négliger les caractéristiques propres aux pays et aux régions et ce principe vaut aussi en ce qui concerne la législation et la pratique en matière d'indemnisation. Le Gouvernement chinois pense que chaque pays doit fixer ses propres lois en ce qui concerne les formes de réparation et les procédures et les mécanismes d'indemnisation et choisir ses propres moyens pour les faire appliquer, compte tenu de la conjoncture nationale.

B.

2. La Chine s'attache systématiquement à respecter, promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales de ses citoyens et elle applique scrupuleusement les accords internationaux pertinents dans le domaine des droits de l'homme. Des efforts importants sont consacrés, depuis des années, à la question de la législation et de la pratique en matière d'indemnisation, avec des succès notables. Aux termes de la Constitution, "ceux qui ont subi des préjudices dans leurs droits civiques de la part des organismes et des travailleurs d'Etat ont le droit d'être dédommagés conformément aux dispositions prévues par la loi".

3. La loi sur le contentieux administratif a été promulguée et est entrée en vigueur en octobre 1989. Elle dispose que les citoyens, les personnes morales et autres entités ont le droit d'engager des poursuites administratives contre tout organisme ou employé de l'Etat dont les agissements portent atteinte à leurs droits et intérêts légitimes.

4. En mai 1994, la Chine a promulgué une loi d'indemnisation qui, sur la base des dispositions pertinentes de la loi sur le contentieux administratif, arrêta des dispositions spécifiques concernant le champ, les procédures et les critères de l'indemnisation administrative et les complétait par des dispositions en matière d'indemnisation pénale, établissant ainsi un système d'indemnisation assez large. Ce système important, qui complète le système de contentieux administratif et le système de recours administratif, contribue à

la mise en place d'une administration intègre et honnête permettant non seulement aux citoyens, aux personnes morales et aux autres entités d'exercer leur droit à une réparation de l'Etat conformément à la loi, mais aussi aux organismes et employés de l'Etat de s'acquitter convenablement de leurs fonctions. Ce système préserve l'ordre social et les liens étroits existant entre le gouvernement et la population et il permet et favorise l'édification et l'amélioration d'un système de marché socialiste, tous aspects d'une importance cruciale. La loi d'indemnisation est entrée en vigueur en janvier 1995.

5. En janvier 1995, le Conseil des affaires d'Etat a promulgué des "procédures pour les indemnités dues par l'Etat" qui contenaient des dispositions spécifiques concernant la provenance et la gestion des fonds versés à titre de réparation, garantissaient le droit des citoyens, des personnes morales et autres entités à une réparation par l'Etat conformément à la loi et incitaient les organismes d'Etat à s'acquitter convenablement de leurs fonctions. En décembre 1994, la Cour suprême du peuple avait ordonné aux tribunaux de niveaux intermédiaire et supérieur d'établir des comités d'indemnisation, avec les mécanismes fonctionnels requis, d'ici la fin de janvier 1995 pour pouvoir, comme la loi les y autorisait, rendre les décisions finales en matière d'indemnisation pénale.

6. Avec l'application de la loi d'indemnisation, ce qui était une pratique en matière d'indemnisation devient loi, le système d'indemnisation est amélioré et le respect de la Constitution est assuré. Les organes administratifs, les instances judiciaires et les institutions connexes s'emploient tous maintenant à faire connaître la loi et à l'établir universellement. Simultanément, les citoyens, les personnes morales et autres entités étudient attentivement la loi afin de comprendre le champ d'application de l'indemnisation et les procédures correspondantes et d'être en mesure d'invoquer la loi pour défendre leurs droits et intérêts légitimes propres.

Malte

[6 juin 1995]
[Original : anglais]

1. La Constitution de Malte prévoit un recours en cas de violation des droits et libertés fondamentaux. En pratique, toute personne dont les droits fondamentaux ont été enfreints peut introduire un recours auprès de la première chambre du tribunal civil pour présenter ses allégations. Il est arrivé que les tribunaux accordent réparation pour préjudice à la fois matériel et moral. Toute personne peut également faire appel à la Cour constitutionnelle si la première chambre du tribunal civil établit que l'allégation est infondée.

2. Quant au droit à réparation pour les victimes de violations graves des droits de l'homme, il n'a pas été nécessaire de l'exercer jusqu'à présent puisqu'il n'y a jamais eu violations de droits de l'homme d'une telle gravité à Malte.

Mexique

[18 juillet 1995]

[Original : espagnol]

Le Gouvernement mexicain a communiqué une copie du décret du 10 janvier 1994 du Congrès des Etats-Unis du Mexique, promulgué par l'exécutif */, qui réforme, complète ou abroge certaines dispositions de la législation nationale relatives à la réparation du dommage matériel et moral causé aux victimes de violations des droits de l'homme.

Uruguay

[13 juin 1995]

[Original : espagnol]

1. La Constitution uruguayenne réglemente le régime de la responsabilité extracontractuelle résultant du dommage causé à autrui par les agents de l'Etat. L'article 25 de la Constitution dispose ce qui suit : "L'Etat, les autorités départementales, les corps autonomes, les services décentralisés et, de façon générale, tous les organes de l'Etat, seront civilement responsables du dommage causé à un tiers dans l'exécution des services publics confiés à leur gestion ou à leur direction".

L'article 26 dispose de son côté que "lorsque le dommage causé par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice sera dû à une faute grave ou à un vol, le service public correspondant pourra se retourner contre ledit fonctionnaire pour la somme payée à titre de réparation".

2. Ces dispositions constitutionnelles ont été le fondement normatif pour l'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme dans notre pays. Des citoyens uruguayens dont les droits fondamentaux avaient été violés par des agents de l'Etat à l'époque du gouvernement de fait ont souvent été indemnisés. L'Etat a transigé avec les plaignants, par l'intermédiaire du Ministère de la défense nationale, pour fixer le montant de l'indemnité.

3. En ce qui concerne la réparation, la loi No 15 737, du 8 mars 1985, et son décret réglementaire 256/985, du 27 juin 1985, prévoient la restitution des biens confisqués sous l'administration militaire. Cette mesure a été complétée par la mise en place de mécanismes d'indemnisation pour les biens dont la restitution ne serait pas possible, quelle qu'en soit la raison.

4. C'est dans le même esprit qu'a été conçue la loi No 15 783, dite "loi des destitués", qui prévoyait la réintégration dans leur charge de tous les fonctionnaires non militaires qui, entre 1973 et 1985, avaient été démis de leurs fonctions pour des raisons de caractère politique.

*/ Le texte peut être consulté au secrétariat.

Dans le cadre de toutes ces mesures adoptées, l'Etat uruguayen accepte le droit légitime à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Yougoslavie

[13 juillet 1995]
[Original : anglais]

1. La République fédérative de Yougoslavie respecte systématiquement à travers son système juridique et dans la pratique le principe constitutionnel des libertés et de l'égalité de tous ses citoyens, sans distinction d'aucune sorte. Toute incitation et provocation à l'inégalité nationale, raciale, religieuse ou autre est contraire à la Constitution et punissable au regard de la loi yougoslave.
2. Les activités des organisations politiques, syndicales et autres ayant pour effet d'enfreindre les libertés et les droits garantis à la personne et au citoyen ou d'inciter à l'intolérance ou à la haine nationale, raciale, religieuse et autre sont sanctionnées par la Constitution de la République fédérative de Yougoslavie et par les constitutions des républiques qui la composent.
3. Les organisations ou associations dont les programmes ou les statuts comportent des objectifs ayant pour effet de violer les libertés et les droits garantis à la personne et au citoyen et/ou d'inciter à l'intolérance ou à la haine nationale, religieuse, raciale ou autre ne peuvent être enregistrées comme organisations politiques ou associations de citoyens. Si ces objectifs sont proclamés après leur établissement et leur enregistrement, les organisations ou associations en question seront interdites. Les procédures d'interdiction des partis politiques et des associations de citoyens relèvent de la Cour constitutionnelle fédérale et/ou des cours constitutionnelles des républiques membres, et elles sont engagées d'office par l'organisme d'Etat chargé de l'enregistrement des partis politiques et des associations de citoyens ou par le Procureur général compétent.
4. La Constitution de la République fédérative de Yougoslavie contient des dispositions détaillées concernant le statut des minorités nationales conformément au droit international.
5. La République fédérative de Yougoslavie reconnaît et garantit les droits des minorités nationales à la préservation, au développement et à l'expression de leurs particularités ethniques, culturelles, linguistiques et autres, ainsi qu'à l'utilisation de symboles nationaux conformément au droit international. Les membres des minorités ont le droit d'exprimer librement leur identité et leur culture nationales et le droit à leur langue et à leur alphabet propres. Dans les régions où des membres de minorités nationales sont présents en grand nombre, leur langue et leur alphabet sont officiellement utilisés et les membres desdites minorités ont le droit à l'éducation et à l'information dans leur propre langue. Ils ont aussi le droit d'établir des organisations et associations culturelles séparées, qui sont financées sur une base volontaire et qui peuvent être aidées par l'Etat.

6. Aux termes de la Constitution de la République fédérative de Yougoslavie, les membres des minorités nationales ont le droit d'établir et de développer sans entraves des relations mutuelles à l'intérieur de la République comme à l'extérieur de ses frontières avec les membres de leur nation, ainsi que de participer aux activités des organisations non gouvernementales internationales. L'exercice de ce droit ne souffre pas d'autres restrictions que celles propres à éviter qu'il soit porté tort à la République fédérative de Yougoslavie ou à certaines des républiques qui la composent.

7. Les droits et les libertés de l'homme et du citoyen, y compris les droits et les libertés spécifiques garantis par la Constitution de la République fédérative de Yougoslavie et par les constitutions des républiques qui la composent, sont exercés sur la base de ces constitutions, mais dans certains cas spécifiés dans ces documents les modalités d'exercice de ces droits peuvent être réglementées par la loi. Par exemple, le droit d'utiliser sa langue et son alphabet propres et le droit à l'éducation dans sa propre langue sont plus spécifiquement définis dans une loi distincte. Le contrôle et la supervision de l'exercice des droits et libertés sont assurés par les organes législatifs et exécutifs de la République fédérative et par ceux des républiques qui la composent.

8. La République fédérative de Yougoslavie s'acquitte de toutes ses obligations au regard de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, qu'elle a ratifiée en 1975. Conformément aux obligations posées par la Convention, le Code pénal de la République fédérative de Yougoslavie sanctionne d'une peine de six mois à cinq ans d'emprisonnement le crime qui consiste à persécuter une organisation ou une personne revendiquant le droit à l'égalité.

9. En ce qui concerne les dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, le Code pénal de la République fédérative de Yougoslavie définit le crime de génocide (art. 141). Ce crime comprend les actes prémédités et planifiés commis dans l'intention d'anéantir, en totalité ou en partie, les membres d'un groupe ethnique, racial ou religieux. Une peine de 5 à 20 ans d'emprisonnement est prévue.

10. L'application du principe constitutionnel qui veut que tous les citoyens de la République fédérative de Yougoslavie soient égaux et libres indépendamment de leurs particularités ou de leur statut personnel est assurée dans le droit pénal, c'est-à-dire par le Code pénal de la République fédérative de Yougoslavie et les lois pénales des républiques qui la composent, qui sanctionnent le crime de violation du droit des citoyens à l'égalité.

11. Chacun a droit à une protection égale de ses droits conformément à la procédure prescrite par la loi, de même qu'est garanti à chacun le droit de faire appel ou de se prévaloir d'autres recours légaux contre une décision qui porterait atteinte à un droit ou à un intérêt légitimement fondé (art. 26 de la Constitution de la République fédérative de Yougoslavie).

12. La Constitution de la République fédérative de Yougoslavie garantit le respect de la personne humaine et sa dignité dans les procédures pénales ou

autres en cas de privation ou de restriction de liberté ainsi que durant l'exécution d'une peine de prison.

13. En outre, la liberté de mouvement et de résidence des citoyens est complétée par le droit de quitter la République fédérative de Yougoslavie et d'y revenir. La liberté de religion individuelle est assurée par la reconnaissance de la liberté de professer une religion et de participer à des rites religieux en public ou en privé et, en particulier, par le droit de ne pas révéler ses convictions religieuses individuelles. A ce groupe de droits et libertés est également rattachée la disposition concernant la protection de la confidentialité des données personnelles et le droit de chacun d'avoir accès aux données personnelles le concernant.

14. L'emploi de la force à l'encontre d'une personne privée de liberté ou d'une personne dont la liberté a été restreinte, ainsi que l'extorsion d'aveux ou de déclarations, sont interdits et punissables. Nul ne peut être soumis à la torture et à un traitement ou punition dégradants. Il est interdit de procéder à des expériences médicales ou à d'autres expériences scientifiques sur un individu sans son consentement (art. 25 de la Constitution de la République fédérative).

15. En ce qui concerne le respect de la personne humaine et de sa dignité, le Code pénal de la République fédérative de Yougoslavie et les lois pénales des républiques qui la composent assimilent à un acte criminel tout mauvais traitement infligé dans l'exercice de fonctions officielles.

16. Si un acte criminel est commis par la violation des droits ou libertés garantis par la Constitution, des poursuites pénales sont instituées d'office par le Procureur général compétent à l'encontre des auteurs du crime, mais dans certains cas les poursuites pénales sont instituées sur dépôt de plainte privée par la partie lésée.

17. Si les droits et les libertés de l'homme et du citoyen garantis par la Constitution de quiconque sont violés par un acte spécifique d'une autorité judiciaire ou administrative ou d'un autre organisme d'Etat ou entité légale dans l'exercice de fonctions officielles, la victime a le droit de déposer une plainte constitutionnelle auprès de la Cour constitutionnelle fédérale en l'absence d'autre protection légale.

18. La plainte constitutionnelle peut être déposée non seulement par la personne dont les droits ou libertés ont été violés, mais aussi en son nom par une association de citoyens ou autre entité légale qui, de par ses statuts, veille à la protection des droits et libertés de l'homme et du citoyen en justice.

19. Si la Cour constitutionnelle fédérale établit que les droits ou libertés garantis par la Constitution de la République fédérative de Yougoslavie ont été violés par un acte spécifique d'un organisme de l'Etat ou autre entité légale dans l'exercice de fonctions officielles, elle déclarera nul et non avenu cet acte spécifique et ordonnera qu'il soit mis fin aux effets de l'acte en question. Si des droits et libertés sont violés par une action desdits organes ou entités, la Cour interdira ces actions et ordonnera qu'il soit mis fin à leurs effets.

20. Chacun a droit à réparation pour le dommage matériel ou non matériel subi en raison des agissements irréguliers ou inappropriés d'un représentant ou d'un organe de l'Etat, ou d'une entité légale dans l'exercice de fonctions officielles.

21. Le droit de demander réparation peut être exercé par une personne condamnée injustement ou à l'endroit de laquelle un jugement conforme à la loi a été prononcé ou qui a été jugée coupable, mais qui a été acquittée et à l'endroit de laquelle ultérieurement, en raison d'un recours légal extraordinaire, il a été dûment renoncé à de nouvelles poursuites, ou si l'intéressé a été acquitté aux termes d'un jugement conforme à la loi, ou si les charges contre lui ont été rejetées.

22. Le droit de demander réparation ne peut être exercé que dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle l'acquittement de l'accusé en première instance a pris effet, ou de la date de prise d'effet du jugement rejetant les charges, ou de la date de prise d'effet de la décision rendue en première instance de classer l'affaire, ou de la date de réception de la décision par une instance supérieure si c'est une instance supérieure qui s'est prononcée sur le recours.

23. Si la demande d'indemnisation n'est pas acceptée ou si l'organe administratif ne prend pas de décision à ce sujet dans un délai de trois mois à compter de la date de présentation de la demande, le requérant peut introduire une action en dommages-intérêts. Si un accord partiel est intervenu concernant la demande, le requérant peut introduire une action pour obtenir réparation complète du dommage subi.

24. Les ayants-droit de la personne injustement condamnée ne peuvent réclamer à leur tour qu'une réparation pour dommage matériel. Si une demande d'indemnisation a déjà été faite par la personne injustement condamnée, les ayants-droit peuvent poursuivre la procédure seulement dans les limites de la demande d'indemnisation déjà présentée pour dommage matériel.

25. Après le décès de la personne injustement condamnée, ses ayants-droit peuvent poursuivre la procédure pour réaliser la demande, ou peuvent engager une procédure si la personne injustement condamnée est décédée avant l'échéance du délai légal et si elle n'avait pas renoncé à la demande.

26. Les personnes suivantes ont également droit à réparation :

- Les personnes détenues à l'encontre desquelles aucune procédure pénale n'a été engagée, contre lesquelles les poursuites ont été closes par décision conforme à la loi, acquittées par un jugement conforme à la loi, ou à l'endroit desquelles les charges ont été rejetées;
- Les personnes qui ont exécuté une peine d'emprisonnement et qui, sur formation d'un recours en révision, sur demande de contrôle de la légalité ou sur demande de réexamen d'un jugement conforme à la loi, ont été condamnées à une peine d'emprisonnement plus courte que celle qu'elles ont déjà exécutée, ou à l'endroit desquelles a

été prononcée une sanction n'incluant pas la privation de liberté, ou les personnes jugées coupables, mais acquittées ultérieurement;

- Les personnes privées de liberté sans motif ou maintenues plus longtemps en détention ou dans une institution pour exécuter la peine ou la mesure en raison d'une erreur ou d'un acte irrégulier des autorités compétentes;
- Les personnes maintenues en détention plus longtemps que la durée de la peine d'emprisonnement prononcée dans la sentence rendue à leur endroit.

27. Si le cas d'une personne injustement condamnée ou d'une personne privée de liberté sans motif a été rapporté par les médias et que la réputation de l'intéressé en a souffert, à la demande de la personne lésée le tribunal doit annoncer, dans les journaux ou autres médias, la décision établissant que la condamnation a été injuste ou que la privation de liberté a été illégale. Si le cas n'a pas été rapporté par les médias, le tribunal, à la demande de la personne lésée, communiquera une déclaration pertinente à l'organisme ou à l'entité dans laquelle l'intéressé est employé ainsi qu'aux organismes sociaux ou autres, si cela est nécessaire pour sa réhabilitation. Après le décès de la personne condamnée, une demande à cet effet peut être présentée par son conjoint, ses enfants, ses parents, ses frères ou ses soeurs.

28. Le tribunal de première instance saisi de la procédure pénale prendra une décision d'office en vue de supprimer du casier judiciaire la condamnation injuste. La décision est transmise au service qui s'occupe des casiers judiciaires. L'information concernant l'inscription supprimée du casier judiciaire ne doit être révélée à personne.

29. La personne injustement condamnée ou la personne privée de liberté sans motif ou ayant perdu son emploi ou son assurance sociale sera créditée des années de service et de cotisation à l'assurance sociale qu'elle aurait accumulées si elle avait travaillé durant la période d'inactivité due à la condamnation injuste ou à la privation de liberté sans motif. La période durant laquelle l'intéressé est resté inactif en raison de sa condamnation injuste ou de sa privation de liberté sans motif est incorporée à ses années de service.
